

---

## Présentation d'ouvrages et débats

---

### Grèce et euro : quel avenir ?

Ouvrage sous la direction de Gérard Lafay, collection **Mouvements économiques et sociaux**, 2015, L'Harmattan

La situation économique et sociale de la Grèce, devenue de plus en plus désastreuse, pose la question cruciale de son maintien dans la zone euro. Tel est l'objet de cet ouvrage. On présentera d'abord la situation de l'euro et celle de la financiarisation de l'économie, contexte dans lequel une journée-conférence sur l'avenir de la Grèce fut organisée à Thessalonique. On présentera alors les thèses en présence, puis l'évolution observée depuis lors, en montrant l'impasse dans laquelle s'est engagé le gouvernement TSIPRAS.

#### 1. L'échec patent de l'euro

Au lieu de renforcer la nécessaire cohésion européenne, la mise en œuvre de la monnaie unique, l'euro, représente l'exemple le plus typique d'une construction artificielle rêvée par les bureaucrates européistes. On s'imaginait qu'il suffisait d'instituer une seule monnaie à l'intérieur d'un groupe de pays européens pour que l'on observe une convergence rapide des comportements et des structures productives. Cette perspective idyllique devait engendrer *ipso facto* une accélération de la croissance et une diminution du chômage. En cas de difficultés, par la persistance de déséquilibres entre les régions riches et les régions pauvres, il devait suffire d'organiser une fuite en avant

vers une intégration de plus en plus poussée, afin d'opérer soit des transferts budgétaires, soit des transferts de population.

En fait, il n'en a rien été. Non seulement le continent européen est devenu le maillon faible de la croissance mondiale, montré du doigt dans toutes les instances internationales, mais les divergences structurelles entre nos nations se sont largement amplifiées depuis cette date. Le taux de change réel de l'euro, longtemps plus élevé que ceux de la plupart de nos partenaires extra-européens, a aggravé la concurrence internationale, créant dans la grande majorité des pays de l'Union européenne une aggravation des déficits budgétaires et extérieurs ainsi qu'une montée continue du chômage, notamment pour les jeunes [Jean-Pierre VESPERINI, 2013].

Visiblement, l'euro est un échec cuisant. Les remèdes mis en œuvre pour lutter contre cette situation se sont révélés inefficaces les uns après les autres. Il s'agit d'abord des mesures d'austérité budgétaire, qui sont souvent nécessaires pour lutter contre la dérive des comptes publics. Cependant, elles ne peuvent porter leurs fruits que dans un contexte de croissance. Celle-ci étant rendue impossible dans la plupart des pays membres de la zone euro, en raison du niveau trop élevé du taux de change réel, elles ne font qu'aggraver le ralentissement

de la croissance, creusant encore davantage le déficit public. La Grèce est l'exemple emblématique de cette politique erronée où, pour revenir à un solde budgétaire moins déficitaire en 2014, il a fallu sabrer toutes les dépenses sociales et baisser le Produit Intérieur de 26% depuis 2008.

Il s'agit ensuite de remplacer, dans différents pays, la dévaluation monétaire – rendue impossible par l'existence-même de la monnaie unique – par une dévaluation interne. Dans une économie ouverte à la concurrence, il est naturellement nécessaire de donner la priorité à la compétitivité. Mais cette exigence sert de prétexte pour imposer une baisse drastique des salaires et prestations sociales. La correction visée est de 20 à 25%, une orientation profondément réactionnaire, jamais connue depuis les années trente. Cette méthode a déjà été appliquée sur une grande échelle en Grèce. Les résultats sont clairs : le seul aspect apparemment positif en est le redressement du commerce extérieur à partir de 2013, mais au prix d'un appauvrissement dramatique de la population, d'un effondrement de la production et d'une envolée du chômage qui dépasse maintenant 27%.

## 2. La financiarisation de l'économie

Au lieu d'être au service de l'économie réelle, en permettant de financer les investissements productifs, la finance internationale s'est lancée dans une course à de prétendues innovations en imaginant une multitude de produits financiers et de dérivés plus complexes les uns que les autres. Leur but n'est pas d'améliorer le fonctionnement de l'économie réelle, mais de trouver les moyens les plus astucieux de pratiquer la spéculation.

On a remplacé ainsi les vrais entrepreneurs, créateurs de richesses réelles découlant de l'activité productive, par des

aventuriers des marchés financiers, créateurs de richesses virtuelles, jonglant sur les marchés avec les taux de change, les taux d'intérêt, les actions, les obligations, les matières premières et toutes sortes d'actifs financiers. Toutefois, cette perversion du régime capitaliste ne peut pas durer éternellement. Comme en 1929, comme en 2007, tous les éléments d'une nouvelle crise systémique sont aujourd'hui réunis : les liquidités monétaires sont surabondantes, la dette publique et privée est à un niveau historique, la régulation de la finance a pris un retard considérable (Jean-Michel Naulot, 2013).

La dette publique a fait un bond spectaculaire dans la plupart des pays du monde, principalement en raison de la crise financière de 2008. Mais la dette privée, celle des ménages et des entreprises, est également à un niveau record dans de nombreux pays, souvent dans ceux qui sont réputés vertueux pour la gestion de leur dette publique. En 1929 comme en 2007, la dette privée seule était à l'origine de la crise. Aujourd'hui, la situation globale d'endettement, publique et privée, est inédite.

Enfin, comme en 1929 et en 2007, la finance internationale est très peu régulée. Le G20 de Londres, les 1<sup>er</sup> et 2 avril 2009, avait courageusement lancé un programme de réformes pour réduire l'hypertrophie de la finance. Au fil des années, l'effort de régulation s'est amoindri, tant aux États-Unis qu'en Europe. Des compromis ont été signés mais ils reflètent davantage l'influence des *lobbies* que le désir d'éviter à tout prix une nouvelle crise. La finance de l'ombre, c'est-à-dire pas ou peu régulée, se développe au lieu de se réduire. Les fonds spéculatifs et les marchés de dérivés ont des encours supérieurs à ceux qui existaient avant la crise. Les banques elles-mêmes ont toujours le droit de spéculer. L'innovation financière est plus active que jamais, par exemple avec le *trading* à haute fréquence, quasi inexistant

avant 2007, qui représente désormais la moitié des transactions sur les marchés actions. C'est dans ce cadre que le nouveau président de la BCE, Mario Draghi, a abandonné la politique de son prédécesseur pour essayer de sauver l'euro. Certes, il a obtenu une petite dépréciation de la monnaie européenne, due surtout à la remontée du dollar. Mais cette évolution résulte d'une création monétaire excessive et des taux d'intérêt qui deviennent négatifs, selon la méthode du *Quantitative Easing*, ce qui engendre désormais une inflation des actifs et le gonflement de bulles spéculatives, lourdes de menaces.

### 3. Un débat sur l'avenir de la Grèce

C'est dans ce contexte que se plaçait la journée-conférence sur l'avenir de la Grèce qui fut organisée, le 12 novembre 2014, par la Fondation Dimitri et Maria Delivanis, à l'Université macédonienne de Thessalonique. Le présent ouvrage rend compte des débats très riches et animés qui eurent lieu au cours de cette journée. Le premier article, rédigé par Maria Negreponi-Delivanis, constitue un compte-rendu des interventions. Les autres articles rendent compte des différents points de vue qui se sont exprimés. Tous les auteurs étaient convaincus de la nécessité de renforcer la cohésion européenne, alors que celle-ci a été mise à mal par l'évolution calamiteuse de la zone euro. Tous étaient également d'accord pour remettre en cause la politique économique mise en œuvre dans l'ensemble des pays européens depuis plus de deux décennies.

L'économie sociale de marché, qui avait cours depuis la seconde guerre mondiale, et qui avait largement contribué à la déroute du camp communiste, a en effet été supplantée par une idéologie pernicieuse qui, graduellement, s'efforce de faire revenir nos pays au capitalisme sauvage du dix-neuvième siècle.

La pratique actuelle de l'euro est l'illustration éclatante de cette idéologie, présentée ici comme néolibérale ou ultralibérale, et condamnée par tous les auteurs.

Toutefois, deux points de vue différents furent exprimés en ce qui concerne les solutions à mettre en œuvre. Les premiers articles présentés, ceux de Dominique Plihon et Georges Hadjiconstantinou, demeureraient attachés au maintien de l'euro. Ils semblaient également refléter l'opinion du parti SYRIZA. Selon eux, sa survie ne nécessite pas seulement l'abandon des politiques néolibérales, elle suppose également que l'Union européenne se dote d'une politique budgétaire commune afin de compenser les effets négatifs d'une monnaie unique. Celle-ci devrait ainsi permettre d'opérer de larges transferts sociaux, allant des pays les plus riches vers les pays les plus pauvres du continent. S'appliquant déjà à l'intérieur de chaque nation, cette logique économique irait dans le sens de la constitution des États-Unis d'Europe.

Les autres articles, ceux de Kostas Lapa-vitsas, de Nikos Igglesis, de Gérard Lafay et de Maria Negreponi-Delivanis, observaient que cette logique économique est inapplicable sur le plan politique. L'Europe d'aujourd'hui est loin d'être une nation, à l'intérieur de laquelle de tels mécanismes de solidarité peuvent être appliqués démocratiquement, de sorte que la mise en œuvre d'une péréquation budgétaire relève d'une vision irréaliste. Devant l'impossibilité de prolonger artificiellement l'euro, ils estimaient par conséquent que la seule politique applicable serait de rétablir une monnaie nationale, en l'occurrence de créer une nouvelle drachme. Cette solution implique cependant des efforts cohérents, que ce soit pour conduire la politique monétaire nationale, pour gérer intelligemment la dette ou pour organiser une nouvelle organisation monétaire de l'Europe.

Le grand avantage de cette solution est de permettre d'opérer une «dévaluation monétaire», et non pas une «dévaluation interne» comme dans la fausse solution imposée par la Troïka. L'effet d'une telle dévaluation monétaire sur le commerce extérieur n'est pas immédiat, car il dépend des délais de réaction et des élasticités du commerce extérieur. Mais il convient d'y ajouter l'effet, tout aussi puissant aujourd'hui, de la variation du taux de change réel sur les conditions de l'investissement. En effet, dans une économie mondialisée, la dévaluation rend plus rentable l'investissement productif sur le territoire national, tant pour les entreprises locales que pour les entreprises étrangères (Gérard Lafay 2004; Benjamin de Prost 2012).

#### **4. L'impasse du gouvernement TSIPRAS**

Les élections du 25 janvier 2015 avaient paru changer la situation, tant à l'intérieur du pays que dans ses relations avec le reste de l'Europe. La venue au pouvoir du mouvement SYRIZA, allié au parti souverainiste des Grecs indépendants, semblait signifier que le peuple ne supportait plus la cure insensée d'austérité administrée par la Troïka des institutions internationales, avec la complicité du gouvernement précédent qui suivait servilement la logique de la collaboration. Ce sursaut démocratique avait également suscité, chez ses partenaires, un grand espoir chez tous ceux qui n'admettent pas que le rêve européen se soit transformé en cauchemar. La grande question était de savoir si le nouveau gouvernement grec allait réussir son pari. Car s'il souhaitait, à juste titre, que la Grèce reste dans l'Europe, il affirmait ne pas vouloir sortir de la zone euro. Il savait, en effet, que l'opinion publique n'était pas prête tout de suite à accepter cette éventualité, car il fallait d'abord qu'on lui en explique la raison.

Si une nouvelle crise financière n'éclatait pas à brève échéance, on pouvait espérer un certain redémarrage de la croissance européenne, qui ne pouvait que profiter à la Grèce. Celle-ci devait alors s'efforcer alors de négocier un rééchelonnement de sa dette, solution usuelle dans ce cas de figure. Toutefois, les institutions supranationales européennes ont exercé une pression sur le gouvernement TSIPRAS pour qu'il poursuive le processus de réformes, et la BCE avait commencé à le faire en privant la Grèce de sa principale source de financement.

Mais de quelles réformes parle-t-on ? S'il s'agissait de lutter contre la fraude fiscale, la corruption ou la fuite des capitaux, le gouvernement grec ne pouvait qu'approuver. Encore aurait-il fallu, pour être efficace, qu'il le fasse dans un esprit d'union nationale contre l'ingérence étrangère, en instaurant une amnistie, et non pas dans un esprit de lutte des classes inspiré du marxisme. S'il s'agissait au contraire de poursuivre l'œuvre néfaste du gouvernement SAMARAS, en appauvrissant la population, en démantelant l'État et en bradant le patrimoine aux capitaux étrangers, il ne devait évidemment pas l'accepter, car c'était renier ses engagements devant le corps électoral.

Le mois de juillet 2015 a alors été fertile en rebondissements. Tsipras a d'abord convoqué un référendum en vue de s'appuyer sur le suffrage populaire pour s'opposer aux diktats européens, la Grèce refusant à juste titre d'être colonisée par des capitaux étrangers. Il a ainsi soulevé un grand espoir dans tous les pays européens victimes de l'euro. Mais il n'a jamais voulu expliquer aux électeurs que la seule solution logique était de créer une nouvelle drachme. Dès lors, il se condamnait lui-même à l'échec. Le comble est que quelques jours à peine après ce référendum victorieux, il a fait brusquement volte-face. Reniant honteusement sa parole, le 13 juillet, il s'est rallié à toutes les solutions

qu'auparavant il prétendait combattre. De la sorte, il laissera malheureusement dans l'Histoire l'exemple emblématique du traître.

**Gérard Lafay**

## Bibliographie

- Lafay, G., (2004), *Une théorie du change réel dans une économie mondialisée*, Revue d'économie politique, N° 114 (6), novembre-décembre.
- Lafay, G., (2<sup>ème</sup> édition en 2006), *Initiation à l'économie internationale*, Economica, Paris.
- Lafay, G., (2011), *12 clés pour sortir de la crise*, L'Harmattan, Paris.
- Lafay, G., et al., (2011), *Pour un démontage concerté de l'euro*, article d'un collectif de douze économistes, *Le Monde*, 24 au 26 décembre.
- Naulot, J.-M., (2013), *Crise financière, pourquoi les gouvernements ne font rien ?*, Le Seuil, Paris.
- Negreponti-Delivanis, M., (2014), *L'assassinat économique de la Grèce, et le dernier recours la drachme*, L'Harmattan, Paris.
- Prost de, B., (2012), *Les deux formes d'IDE et l'investissement productif : l'impact du taux de change réel*, Thèse à l'Université Panthéon-Assas Paris II.
- Vesperini, J.-P., (2013), *L'euro*, Dalloz, Paris.